

Guide de campagne CI : une alimentation plus sûre et plus durable pour tous

Objectif de ce guide

L'objectif de ce guide est d'aider les membres de Consumers International (CI) à élaborer et mettre en œuvre des propositions de campagne dans le cadre du thème 2017 du Green Action Fund : une alimentation plus sûre et plus durable pour tous. Le Green Action Fund est géré en partenariat avec la Société suédoise pour la conservation de la nature (Naturskyddsforeningen, NSF) et rendu possible par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA). Ce guide peut être consulté parallèlement au rapport de la SNF intitulé « Organic food and farming for all: Consumers and farmers for food security, safe and sustainable food » (Alimentation et agriculture pour tous : consommateurs et agriculteurs pour la sécurité alimentaire et une alimentation sûre et durable).

Ce guide est destiné à donner aux membres de CI un point de départ pour étudier et élaborer leurs propres campagnes. Les campagnes menées dans le cadre du thème « une alimentation plus sûre et plus durable pour tous » auront pour objectif, d'une part, de souligner certains des problèmes associés à l'utilisation irresponsable des pesticides dans les exploitations agricoles et, d'autre part, de renforcer la sensibilisation des consommateurs et la demande d'aliments produits à l'aide de techniques qui n'endommagent ni la santé des consommateurs, des exploitants et de la communauté en général, ni l'environnement.

Ce guide se concentre sur les problèmes associés à l'utilisation irresponsable des pesticides, notamment sur les problèmes sanitaires et environnementaux, tout en proposant des solutions possibles. Il présente également des exemples de campagne, des suggestions d'activités et des sources d'informations complémentaires.

LES PROBLÈMES

1. La contamination des aliments et des boissons par les pesticides peut être fatale

Certains pesticides sont tellement toxiques que leur teneur relativement élevée dans les aliments ou l'eau contaminés peut provoquer une intoxication immédiate, parfois mortelle. Les pesticides à l'origine des intoxications graves sont souvent les insecticides des catégories « extrêmement dangereux » et « très dangereux », telles que définies par l'Organisation mondiale de la santé. La

plupart d'entre eux sont à présent interdits en Europe mais continuent d'être utilisés dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les intoxications aiguës et fatales provoquées par la contamination d'aliments ou de boissons sont extrêmement rares dans les pays à revenu élevé, mais trop courantes dans le monde en développement. En Amérique latine, en Asie et en Afrique, dix cas d'intoxications¹ ayant fait la une de la presse nationale ou internationale depuis 2008 ont provoqué l'hospitalisation de plus de 500 personnes et la mort de 47 d'entre elles. Parmi les aliments concernés se trouvaient des haricots cuits, du maïs, du riz, des fruits et de l'eau contaminée. Ces intoxications médiatisées ne sont probablement que la partie émergée de l'iceberg et de nombreux autres incidents n'ont sans doute pas été signalés et pris en compte dans les statistiques nationales².

L'exposition aux pesticides dans l'alimentation provoque des problèmes de santé à long terme

Les concentrations de pesticides individuels retrouvés à l'état de résidus dans un seul aliment sont souvent loin d'atteindre la dose susceptible de provoquer une intoxication aiguë immédiate. Mais l'ingestion régulière et à long terme de niveaux très faibles de différents pesticides dans les aliments et les boissons est préoccupante, en particulier lorsqu'il s'agit de pesticides connus pour provoquer des effets indésirables en cas d'exposition prolongée. À cela s'ajoutent des incertitudes concernant les effets des mélanges de différents résidus de pesticides (« l'effet cocktail »), qui peuvent interagir dans l'organisme et exacerber les dégâts. Les récents travaux scientifiques portant sur les effets des pesticides à très faible dose ou contenus dans les mélanges suggèrent que les niveaux de sécurité actuels devraient être beaucoup plus stricts pour correctement protéger la santé humaine, en particulier celle des enfants et des autres groupes vulnérables³. Les principaux problèmes de santé liés à l'ingestion quotidienne de résidus de pesticides comprennent des **effets neurologiques**, des **dérèglements hormonaux** et un **risque accru de cancer**.

2. Les niveaux de résidus sont plus élevés dans les pays à revenu faible et intermédiaire et souvent supérieurs aux niveaux de sécurité

Dans l'Union européenne, les données relatives aux résidus montrent qu'environ 40 % de l'ensemble des échantillons d'aliments étudiés contiennent des résidus. Environ 2 % des échantillons vendus en

¹ Pour plus d'informations sur ces incidents, voir la publication de PAN Royaume-Uni, « Summary of findings on residues in food » (janvier 2013).

² Pesticide food and drink poisoning in Africa (Intoxication par des aliments et boissons contaminés aux pesticides en Afrique), Food & Fairness briefing n° 4, PAN Royaume-Uni, 2007, <http://www.pan-uk.org/publications/food-fairness-briefings>

³ A Generation in Jeopardy: How pesticides are undermining our children's health & intelligence (Une génération en péril : les pesticides endommagent la santé physique et mentale de nos enfants), PAN Amérique du Nord et Californiens for Pesticide Reform, 2012, <http://www.panna.org/publication/generation-in-jeopardy>

Europe dépassent les limites maximales de résidus (LMR)⁴. Les études limitées réalisées dans les pays à revenu faible et intermédiaire font souvent état de proportions bien plus élevées d'aliments dépassant les limites légales. Par exemple, 43 % des légumes prélevés dans les magasins de détail en Thaïlande dépassent les LMR de l'UE, selon une étude réalisée par PAN Thaïlande⁵. Les chiffres concernant le Pakistan indiquent que 76 % des piments, 42 % des choux-fleurs et 39 % des okras dépassent les LMR⁶.

Les concentrations relevées sont parfois nettement supérieures aux LMR : dans certains légumes thaïlandais, elles sont 100 à 200 fois plus importantes que les niveaux européens autorisés, tandis qu'une enquête récemment réalisée par Greenpeace Chine a découvert des niveaux 50 fois supérieurs aux LMR chinoises⁷. Un autre sujet de préoccupation concerne les tests de résidus qui indiquent la présence de pesticides « illégaux », c'est-à-dire non autorisés pour la culture concernée ou complètement interdits dans le pays. Au Brésil, une enquête publique réalisée en 2011 a révélé que 90 % des poivrons, 63 % des concombres et 58 % des fraises contenaient des résidus non autorisés⁸.

3. Les pesticides nuisent à l'environnement

Les pesticides dangereux et les pratiques risquées peuvent polluer l'environnement et nuire à la faune et à la flore sauvages, notamment aux espèces bénéfiques qui pollinisent les plantes, aux ennemis naturels qui permettent de maîtriser les populations d'insectes déprédateurs et aux organismes vivants dans le sol qui recyclent les nutriments. Le risque que les pesticides se retrouvent dans les eaux de surface via le ruissellement est élevé⁹. Les échantillons d'eau prélevés dans les zones de production de riz et de légumes le long du fleuve Sénégal contenaient des résidus de 19 pesticides différents, dont 40 % dépassaient les niveaux de sécurité européens, parfois plus de

⁴ EU 2008 Annual Report on Pesticide Residues according to Article 32 of Regulation (EC) No 396/2005 (Rapport annuel 2008 de l'UE sur les résidus de pesticides conformément à l'article 32 du règlement (CE) n° 396/2005), EFSA Journal 2010, 8(7):1646, <http://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/1646.htm>

⁵ Des pesticides dans nos assiettes, article en anglais publié par The Nation, Thaïlande, 21 août 2012, <http://www.nationmultimedia.com/life/The-pesticides-on-our-plates-30188702.html>

⁶ Des échantillons de fruits et légumes fortement contaminés, article en anglais publié sur le site dawn.com, Pakistan, 3 décembre 2012, <http://dawn.com/2012/12/03/samples-of-vegetable-fruit-found-highly-contaminated/>

⁷ Des pesticides interdits dans les légumes vendus par Tesco et d'autres supermarchés en Chine, [billet en anglais publié par Greenpeace Chine le 08/09/2011, http://www.greenpeace.org/eastasia/news/blog/banned-pesticides-detected-on-vegetables-in-t/blog/36666/](http://www.greenpeace.org/eastasia/news/blog/banned-pesticides-detected-on-vegetables-in-t/blog/36666/)

⁸ Poivrons toxiques : l'ANVISA avertit du risque de cancer provoqué par des aliments contaminés par des pesticides dangereux, article en espagnol publié dans le magazine Enlace du RAPAL, 95, 2012, pp. 15-16

⁹ Pesticide Contamination in Groundwater and Streams Draining Vegetable Plantations in the Ofinso District, Ghana (Contamination par les pesticides des nappes phréatiques et des cours d'eau qui irriguent les plantations de légumes dans le district d'Ofinso, au Ghana), Botwe et al., dans Soil Health and Land Management, InTech, 2010, www.intechopen.com/download/pdf/25271

100 fois. Les experts estiment que l'intégralité de l'écosystème aquatique risque d'être endommagé, du plancton jusqu'aux poissons¹⁰.

Les problèmes de santé liés aux pesticides sont une charge économique non reconnue qui entrave le développement

Les récentes données du Programme des Nations Unies pour l'environnement relatives aux coûts des pesticides pour la santé des petits exploitants en Afrique subsaharienne ont prudemment évalué à 6,2 milliards de dollars américains le montant des préjudices causés par les intoxications entre 2005 et 2009 (journées de travail perdues, soins médicaux à l'hôpital ou en ambulatoire). Si aucune action n'est entreprise pour contrôler les pesticides dangereux et les mauvaises pratiques, le PNUE estime que les coûts liés aux intoxications par les pesticides pourraient s'élever à 90 milliards de dollars pour la période 2015-2020¹¹.

En 2010, il a été découvert que les doliques d'une zone de production en Chine étaient fortement contaminées par l'isocarbofène, un insecticide toxique et illégal interdit sur les légumes. Les autorités chinoises de plusieurs provinces ont détruit plus de 11 000 tonnes de doliques afin d'empêcher leur consommation, représentant un coût inconnu pour les chaînes alimentaires concernées¹².

4. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les agriculteurs prennent des risques pour manipuler les pesticides

Les pratiques à risque incluent le non-respect de la période de sécurité entre la dernière application de produit autorisée et la récolte, ainsi que le dépassement du nombre d'applications maximales autorisées sur la culture¹³. Une étude récente portant sur la manière dont les petits exploitants utilisent les pesticides dans 13 pays à revenu faible ou intermédiaire a montré que des produits dangereux sont souvent utilisés dans des conditions non sécurisées¹⁴, ce qui provoque de fréquents

¹⁰ Programme de gestion intégrée de la production et des déprédateurs en Afrique de l'Ouest (en anglais), FAO, 2011, www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/IPM/WA_IPPM_2011.pdf

¹¹ Global Chemical Outlook : vers une gestion rationnelle des produits chimiques, rapport de synthèse à l'attention des décideurs, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2012, <http://www.unep.org/french/themes/chemicals>

¹² Désaccord des décideurs chinois autour d'un scandale alimentaire, article en anglais publié par [Edward Wong](#), New York Times, 2 mars 2010, http://www.nytimes.com/2010/03/03/world/asia/03hainan.html?_r=0

¹³ Breaking the barriers to IPM in Africa: Evidence from Benin, Ethiopia, Ghana and Senegal (Surmonter les obstacles à la production intégrée en Afrique : études de cas au Bénin, en Éthiopie, au Ghana et au Sénégal), Williamson, S., dans *The Pesticide Detox: Towards a more sustainable agriculture*, dir. J Pretty, Earthscan, Londres, 2005, pp. 165-180.

¹⁴ Communities in Peril: Global report on the health impacts of pesticides used in agriculture (Les communautés en péril : rapport mondial sur les effets sur la santé des pesticides utilisés dans l'agriculture),

épisodes d'intoxication temporaire peu après la manipulation des pesticides. Les symptômes incluent des maux de tête, des nausées, des irritations de l'œil et de la peau et une salivation excessive après la pulvérisation, ainsi que des troubles de la vision. Les pratiques non sécurisées consistent notamment à ne pas porter de vêtements de protection adéquats, à remplir et nettoyer les réservoirs d'épandage directement dans les cours d'eau ou à vider et éliminer les contenants de manière inappropriée.

Les pratiques risquées sont souvent associées aux petits exploitants, mais l'utilisation des pesticides dans les grandes exploitations peut également être dangereuse. Il n'est pas rare d'entendre parler d'ouvriers agricoles et d'habitants voisins affectés par les pesticides pulvérisés dans les grandes exploitations^{15,16}.

LES SOLUTIONS

1. Interdire les pesticides très dangereux

Les cas d'intoxication et de contamination de l'environnement restent très répandus, malgré le renforcement de la législation en matière de pesticides, les initiatives politiques visant à réduire les intoxications, les formations prodiguées par l'industrie des pesticides et l'interdiction de certains pesticides anciens et problématiques. En 2006, le Conseil de la FAO a préconisé une « interdiction progressive des pesticides extrêmement dangereux »¹⁷. En 2007, l'OMS et la FAO ont lancé une initiative sur les pesticides très dangereux (PTD) prévoyant des possibilités de retrait progressif ou des interdictions (le cas échéant) et mettant l'accent sur la nécessité d'élaborer et d'encourager des solutions plus sûres pour lutter contre les déprédateurs¹⁸.

Le processus de définition des PTD est toujours en cours, bien qu'il y ait un consensus général sur la nécessité d'inclure les risques chroniques pour la santé et l'environnement, ainsi que la toxicité aiguë. PAN International a publié sa liste de PTD en 2009, assortie de critères recommandés pour les identifier¹⁹. Cette liste comprend 450 pesticides, dont la plupart sont encore très utilisés dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

PAN International, 2010, http://www.pan-germany.org/download/PAN-I_CBM-Global-Report_1006-final.pdf

¹⁵ Continued poisonings and protest force change in Latin America (Les intoxications et protestations répétées imposent le changement en Amérique latine), S Williamson, Pesticides News 91, 2011, pp. 14-16.

¹⁶ [Perú: 397 trabajadores intoxicados con clorpirifos](http://www.rap-al.org/) (Pérou : 397 travailleurs intoxiqués par le chlorpyrifos), rubrique Campañas de PAN Amérique latine, 01/11/2012, <http://www.rap-al.org/>

¹⁷ FAO (2006) : Rapport de la 131^e session du Conseil de la FAO, Rome, 20-25 novembre 2006 (CL 131/REP)

¹⁸ Pesticides très dangereux, pages Internet de la FAO, <http://www.fao.org/agriculture/crops/themes-principaux/theme/pests/code/hhp/fr/>

¹⁹ Liste des pesticides très dangereux établie par PAN International (en anglais), version révisée de janvier 2011, http://www.pan-germany.org/download/PAN_HHP-List_1101.pdf

2. Soutenir les initiatives mondiales de lutte contre les risques chimiques

Plusieurs grandes initiatives de politiques mondiales mettent à présent un fort accent sur la prévention des dangers chimiques et ne se concentrent plus sur les seules mesures d'atténuation de leurs risques. Depuis 2006, *l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques* (SAICM) a préparé le terrain d'une action concertée sur les effets néfastes des produits chimiques. La SAICM réunit les gouvernements, le secteur privé et la société civile dans le but d'arriver, d'ici à 2020, à une gestion saine des produits chimiques durant tout leur cycle de vie, afin de protéger la santé humaine et les écosystèmes. Selon la SAICM, il est crucial pour toutes les parties prenantes d'encourager des solutions de remplacement afin de réduire et de retirer progressivement les pesticides hautement toxiques²⁰.

Le *Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides* de la FAO et de l'OMS vise à améliorer la gestion des pesticides grâce à l'adoption volontaire de ces bonnes pratiques, reconnues comme étant la *norme mondialement acceptée*. En 2002, la FAO a révisé ce code de conduite afin de prendre en compte l'importance de réduire et d'éliminer les dangers liés aux pesticides et de supprimer l'expression « utilisation sûre », reconnaissant ainsi l'existence de failles importantes dans la gestion des pesticides²¹. La dernière révision du Code recommande d'envisager l'interdiction d'importer, de distribuer et d'acheter des pesticides très dangereux si les mesures de contrôle ou de bonnes pratiques commerciales sont insuffisantes pour garantir un risque acceptable pour leurs utilisateurs et l'environnement²². Il appelle les parties prenantes, notamment l'industrie alimentaire et les supermarchés, à encourager les échanges d'informations sur les solutions de substitution aux pesticides très dangereux.

Dans l'édition 2012 de son *Global overview on chemicals* (Synthèse mondiale sur les produits chimiques), le *Programme des Nations Unies pour l'environnement* attire l'attention sur les dangers et les coûts économiques de « l'intensification des produits chimiques », notamment des pesticides. Il appelle les gouvernements et les autres parties prenantes à réglementer et réduire l'utilisation des produits chimiques les plus dangereux et de les remplacer par des produits plus sûrs. Il recommande également de renforcer les systèmes de surveillance et de suivi des contaminants chimiques afin de prendre des décisions plus judicieuses en matière de risques environnementaux sur la santé humaine et d'analyser le coût économique des effets chimiques²³.

3. Augmenter le suivi et assurer une mise en œuvre cohérente de la législation nationale

²⁰ Stop Pesticide Poisonings! New pesticide policies needed after decades of failure (Stop aux intoxications ! De nouvelles politiques sur les pesticides sont nécessaires après des décennies d'échec), PAN Allemagne, 2011, http://www.pan-germany.org/download/Stop_Poisonings_110117_Final.pdf

²¹ The FAO Pesticide Code of Conduct: New responsibilities for food sector companies (Code de conduite de la FAO sur les pesticides : nouvelles responsabilités pour les entreprises du secteur alimentaire), Food & Fairness briefing n° 3, PAN Royaume-Uni, 2007, <http://www.pan-uk.org/publications/food-fairness-briefings>

²² Code de conduite international sur la gestion des pesticides, Conseil de la FAO, 14^e session, Rome, 3-7 décembre 2012.

²³ Global Chemical Outlook : vers une gestion rationnelle des produits chimiques, rapport de synthèse à l'attention des décideurs, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2012, www.unep.org/french/themes/chemicals

La plupart des pays à revenu faible et intermédiaire disposent d'une forme de législation sur la réglementation des pesticides, mais rarement des ressources pour suivre leur mise en œuvre ou effectuer des contrôles de leur utilisation. Bien que le Code de conduite de la FAO et de l'OMS appelle les gouvernements à mettre en place un programme de suivi des résidus dans les aliments, la nourriture animale, l'eau potable et l'environnement, de nombreux pays disposent toujours de très peu de données sur les niveaux de contamination.

4. Favoriser les techniques agricoles qui n'utilisent pas de pesticides chimiques

La meilleure façon de réduire les dégâts environnementaux et les risques pour la santé des agriculteurs et des consommateurs liés à l'utilisation de pesticides est d'adopter des méthodes agricoles biologiques. Les aliments produits dans des systèmes biologiques ne contiennent généralement pas de résidus. Par exemple, sur 1 305 échantillons de fruits, légumes, produits laitiers et viande testés entre 2000 et 2006 par le mécanisme de surveillance du gouvernement britannique, moins de 2 % contenaient des résidus²⁴. Ce pourcentage est plus élevé pour les aliments biologiques produits aux États-Unis, entre 17 % et 25 % pour les fruits et légumes frais²⁵. Certains pesticides étant en effet autorisés dans l'agriculture biologique, des résidus peuvent y être décelés. Toutefois, la majorité des résidus découverts dans les produits biologiques sont le résultat d'une contamination croisée accidentelle avec des produits conventionnels traités (par exemple, des résidus de fongicides appliqués après la récolte dans les entrepôts de stockage, ou des résidus sur les caisses d'emballage), ou sont issus de pesticides « anciens ». Il s'agit d'insecticides organochlorés, tels que le DDT ou ses produits de dégradation, interdits depuis 20 à 30 ans dans de nombreux pays mais pouvant subsister dans les sols ou dans l'environnement en général pour des décennies.

Les systèmes agricoles qui réduisent l'utilisation de pesticides chimiques à l'aide de méthodes de gestion intégrée des déprédateurs (GID) peuvent également diminuer les quantités de résidus, bien que ce ne soit pas toujours le cas. L'analyse des données de suivi publiques aux États-Unis montre qu'il n'existe parfois qu'une légère différence dans la prévalence des résidus présents dans les produits GID par rapport aux produits conventionnels²⁶. Cela dépend en grande partie du type de méthode de gestion des déprédateurs utilisé dans les systèmes de GID (qui varient) et du fait que le programme établisse ou non des objectifs clairs visant à privilégier les méthodes non chimiques et à éviter le plus possible l'utilisation de pesticides très dangereux. En Afrique occidentale, les programmes de formation des écoles d'agriculture de terrain associant la FAO et les ONG locales mettent l'accent sur les méthodes écologiques telles que l'utilisation d'extraits de graines de margousier pour repousser les déprédateurs, ou de biopesticides qui sont sans danger pour les agriculteurs et qui ne laissent pas de résidus. Les agriculteurs formés sont parvenus à une réduction

²⁴ Base de données PAN Royaume-Uni, sur la base des chiffres du Pesticide Residues Committee du gouvernement britannique.

²⁵ Simplifying the pesticide risk equation: the organic option, Charles Benbrook, The Organic Center, États-Unis, 2008, www.organic-center.org

²⁶ Op. Cit. 25

de 90 % des pesticides de synthèse²⁷, ce qui devrait aboutir à une baisse considérable des contaminations par les résidus. Dans une étude comparant les niveaux de contamination entre des choux et tomates achetés sur des marchés sénégalais et des légumes issus de l'agriculture biologique ou intégrée, aucun résidu n'a été détecté dans les produits cultivés par des agriculteurs formés, tandis que 23 % des produits conventionnels contenaient des résidus (dont certains dépassaient les niveaux de sécurité pour les jeunes enfants)²⁸

5. Encourager les marchés locaux à vendre des produits sans pesticides en éduquant les consommateurs

Sans une meilleure sensibilisation des consommateurs aux avantages de l'agriculture biologique et intégrée, il est difficile pour les agriculteurs qui pratiquent celle-ci d'augmenter leurs ventes et leur production. Au Sénégal, les producteurs de légumes formés aux méthodes de production biologique ou intégrée expliquent qu'ils ont du mal à concurrencer les produits conventionnels et que les consommateurs, les négociants et les gouvernements ne reconnaissent quasiment pas que leurs produits sont plus sûrs (car ils ne contiennent pas ou peu de résidus et présentent un risque nettement réduit pour la santé des exploitants et l'environnement)²⁹.

« Nous pensons que lorsque la prise de conscience a lieu chez les consommateurs, ils peuvent activement participer au développement des marchés qui offrent une alimentation saine et sûre. Au Sénégal, les femmes ont un rôle crucial à jouer pour exiger des fruits et légumes plus sûrs, car ce sont elles qui vont au marché et qui nourrissent l'ensemble de la famille. En exigeant des aliments plus sûrs dans leur panier, les consommateurs peuvent encourager les producteurs à adopter des méthodes agricoles qui n'utilisent pas de pesticides ou les utilisent en quantités acceptables. »
M. Maguette Fall, président de l'Association pour la défense de l'environnement et des consommateurs, membre affilié de CI au Sénégal, 2009.

COMMENT ?

Planifier votre campagne

Vous trouverez ci-dessous des suggestions d'activités destinées aux membres de CI ou autres associations qui souhaitent mettre en place une campagne. Les activités destinées à sensibiliser les consommateurs sont distinctes des activités de plaidoyer. Il est probable, toutefois, qu'une campagne réussie combine ces activités.

²⁷ Programme de gestion intégrée de la production et des déprédateurs en Afrique Occidentale (en anglais), FAO, 2011, www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/documents/IPM/WA_IPPM_2011.pdf

²⁸ Smallholders and pesticide issues in fresh fruit and vegetable supply chains, with a focus on Senegal (Petits producteurs et problèmes de pesticides dans les chaînes d'approvisionnement des fruits et légumes, et étude de cas au Sénégal), Food & Fairness case study, PAN Royaume-Uni, 2008, <http://www.pan-uk.org/publications/food-fairness-case-studies>

²⁹ Promoting organic and IPM markets in Senegal (Encourager l'agriculture biologique et intégrée au Sénégal), S Badji, *Pesticides News* 79, pp. 10-11, 2008, <http://www.pan-uk.org/pestnews/Issue/pn79/pn79pp10-11.pdf>

Recherchez qui d'autre travaille sur cette question. De nombreuses activités de campagne seront plus efficaces et atteindront un public plus nombreux si elles sont organisées en collaboration avec des groupes d'agriculteurs qui recourent à des méthodes de production biologique, ainsi qu'avec les ONG qui travaillent sur les problèmes liés aux pesticides, à la santé publique ou à la protection de l'environnement.

Les grandes campagnes médiatiques et de tests de résidus menées par Greenpeace et d'autres ONG peuvent être très efficaces mais probablement irréalisables par les membres de CI dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, à moins de trouver d'importants financements supplémentaires.

Sensibiliser les consommateurs aux risques pour la santé des pesticides dangereux

L'alimentation biologique est parfois considérée comme un luxe réservé aux classes moyennes des pays du Nord. En 2011, l'agence brésilienne de surveillance de la santé publique a spécifiquement recommandé aux consommateurs de manger bio, compte tenu des niveaux élevés de résidus décelés par le programme de suivi national³⁰. L'agence leur a également conseillé de choisir des aliments de saison (lorsque les pressions exercées par les déprédateurs sont plus faibles et donc l'utilisation de pesticides également) et cultivés selon des méthodes de production intégrées, afin de réduire l'ingestion de résidus. L'agence a appelé les supermarchés à jouer un rôle en s'approvisionnant davantage auprès de producteurs qui respectent les mesures de contrôle des pesticides et les bonnes pratiques agricoles.

Au Nord comme au Sud, de nombreux consommateurs n'ont pas les moyens de manger 100 % bio ou la possibilité de trouver des aliments biologiques dans leurs magasins habituels. Connaître les aliments qui contiennent le plus souvent des résidus et ceux qui sont les plus contaminés peut permettre aux consommateurs de privilégier le bio pour quelques aliments essentiels à leur famille. Plusieurs ONG d'Europe et d'Amérique du Nord publient des recommandations à destination du consommateur qui identifient les aliments les plus contaminés, sur la base des données de suivi nationales ou de leurs propres programmes de test^{31,32,33}. L'intérêt de ces informations pour aider les consommateurs dans leurs décisions d'achat a été souligné par les experts en santé publique³⁴. Une

³⁰ Poivrons toxiques : l'ANVISA avertit du risque de cancer provoqué par des aliments contaminés par des pesticides dangereux, article en espagnol publié dans le magazine Enlace du RAPAL 95, 2012, pp. 15-16

³¹ What's on my food? (Qu'y a-t-il sur mes aliments ?), site Internet de PAN Amérique du Nord, <http://www.whatsonmyfood.org/index.jsp>

³² Shopper's Guide to Pesticides in Produce (Guide d'achat sur les pesticides dans les produits), Environmental Working Group, États-Unis, 2012, <http://www.ewg.org/foodnews/>

³³ Pesticides in your food (Des pesticides dans votre alimentation), guide en ligne de PAN Royaume-Uni, <http://www.pan-uk.org/food/>

³⁴ Assessing Children's Dietary Pesticide Exposure: Direct Measurement of Pesticide Residues in 24-Hr Duplicate Food Samples (Évaluation de l'exposition aux pesticides de l'alimentation des enfants : mesure

approche similaire est actuellement suivie par Greenpeace Chine et par des groupes taiwanais dans leurs campagnes de sécurité alimentaire^{35,36}.

Suggestions d'activités pour sensibiliser les consommateurs

- Créer des dépliants/cartes postales/affiches ou des spots radio expliquant au consommateur les risques pour la santé de la consommation d'aliments et de boissons contaminés, les risques sanitaires pour les familles d'exploitants, la pollution de l'eau ; y mentionner les associations d'agriculteurs qui utilisent des méthodes de production biologique ou les magasins qui vendent leurs produits.
- Organiser des ateliers pratiques dans les écoles ou les lycées.
- Rédiger des comptes rendus ou des communiqués de presse à l'attention des journalistes. *Y inclure des données et citations récentes propres au contexte local.*
- Entrer en contact avec des journalistes/producteurs de documentaires.
- Élaborer un « guide d'achat » identifiant les aliments les plus contaminés et les produits plus sûrs. *Vous aurez besoin d'avoir accès aux données récentes de surveillance des résidus et de qualité à l'échelle nationale ou locale concernant un éventail de pesticides et d'aliments essentiels dans le panier hebdomadaire.*

Mettre en contact les consommateurs et les agriculteurs

Rapprocher les consommateurs intéressés et les associations d'agriculteurs qui appliquent des méthodes de production biologique est un moyen efficace de réunir les deux bouts de la chaîne d'approvisionnement et d'avoir ainsi accès à des aliments plus sûrs et à une agriculture plus durable, sans les surcoûts exagérés que les consommateurs paient dans les pays du Nord pour les produits bio. Au Sénégal, le Réseau des femmes en agriculture biologique et commerce équitable (REFABEC) vend des produits biologiques directement aux consommateurs en tenant un stand sur le marché hebdomadaire de Thies, ainsi qu'un petit café où les consommateurs peuvent acheter des produits frais ou en conserve provenant de plus de 100 exploitations biologiques. Ces ventes directes génèrent un revenu décent pour les agriculteurs, tout en maintenant des prix abordables pour leurs clients. Toujours au Sénégal, la Fédération des producteurs maraîchers de la zone des Niayes, qui regroupe 1 700 petits et moyens producteurs formés à l'agriculture intégrée, est en train de créer un label « arc-en-ciel » (« *Rainbow* ») pour commercialiser leurs produits. La fédération cherche également à vendre davantage de produits directement aux écoles et aux hôpitaux afin de fournir

directe des résidus de pesticides dans des échantillons alimentaires dupliqués à 24 heures d'écart), Lu et al., 2010, *Environmental Health Perspectives* 118 (11) 1625-1630.

³⁵ Des pesticides interdits dans les légumes vendus par Tesco et d'autres supermarchés en Chine, billet en anglais publié par Greenpeace Chine le 08/09/2011, <http://www.greenpeace.org/eastasia/news/blog/banned-pesticides-detected-on-vegetables-in-t/blog/36666/>

³⁶ Les supermarchés Wellcome enquêtent sur le contrôle des pesticides dans l'alimentation [Taïwan], article en anglais publié dans Taipei Times, 23 janvier 2012, http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2013/01/23/2003553228?dm_i=1ANQ,18ORT,6LQ0U6,477FB,1

des aliments plus sains aux enfants et aux patients et de garantir pour leurs produits un débouché plus fiable que les revendeurs habituels.

Des initiatives similaires sont en cours ailleurs, telles que le Mouvement d'agriculture communautaire durable (CMSA) en Inde, qui a permis aux petits exploitants de produire plus que ce qui est nécessaire pour les besoins de leur famille, en utilisant peu ou pas de produits agrochimiques. Le riz, les légumes et d'autres aliments cultivés par les groupes d'exploitants du mouvement CMSA se vendent à présent entre 14 % et 33 % plus cher que les produits conventionnels sur les marchés urbains³⁷. En Inde, la demande accrue de produits sans pesticides a en toute logique convaincu le mouvement d'entamer une conversion vers des méthodes 100 % biologiques, et des points de vente de produits biologiques dans 626 villages ont été créés en 2012³⁸.

Suggestions d'activités pour rapprocher les consommateurs des agriculteurs

- Entrer en contact avec les producteurs utilisant des méthodes de production biologique pour trouver quels types de produit ils cultivent, quand et en quelles quantités. Penser à contribuer à la création d'un réseau d'« agriculteurs pour des aliments sains ».
- Discuter avec les groupes d'agriculteurs biologiques pour trouver des moyens de surmonter leurs difficultés de commercialisation. Par exemple, il pourrait être possible d'organiser le transport vers un point central, de commencer à conserver les produits frais non vendus en les transformant en confitures ou en sauces, ou de conditionner les produits de manière plus attrayante.
- Étudier les options pour procéder à la vente directe de petits volumes par l'intermédiaire de groupes communautaires, de systèmes de paniers, de stands hebdomadaires, etc. Le paiement partiel en avance au moyen d'une « souscription » de soutien peut être envisagé par les groupes communautaires.
- Rechercher des « arguments de vente uniques » pour les produits issus de l'agriculture biologique, par exemple, le produit présente-t-il des qualités telles qu'un meilleur goût ou une durée de vie plus longue que les produits conventionnels ?
- Organiser des séances de dégustation de produits biologiques pour le public, les groupes communautaires ou les institutions, afin de permettre aux producteurs de rencontrer de potentiels clients. Il peut être utile d'expliquer pourquoi l'apparence esthétique des fruits et légumes n'est pas une indication de leur salubrité, c'est-à-dire que les produits biologiques peuvent présenter des petites taches, une taille ou une couleur irrégulière qui n'affectent pas leurs qualités nutritionnelles. Les gros fruits et légumes conventionnels uniformes et physiquement « parfaits » sont beaux, mais ils peuvent contenir des niveaux élevés de pesticides dangereux.
- Élaborer des documents indiquant où il est possible d'acheter des aliments sains issus d'une agriculture biologique authentique et en souligner les bénéfices.

³⁷ Ecologically sound, economically viable: community managed sustainable agriculture in Andhra Pradesh, India (Écologiquement sain, économiquement viable : l'agriculture communautaire durable dans l'Andhra Pradesh, en Inde), Vijay Kumar et al., Banque mondiale, 2009.

³⁸ Campaign for pesticide residue-free food (Campagne en faveur d'aliments sans résidus de pesticides), The Times, Inde, 25 juin 2012, <http://timesofindia.indiatimes.com/city/delhi/Campaign-for-pesticide-residue-free-food/articleshow/14390654.cms>

- Développer le contrôle qualité « garantie participative » ou des systèmes de « promesse » pour garantir au consommateur que la gestion des déprédateurs par les groupes d'agriculteurs concernés est conforme aux bonnes pratiques. *Cela peut nécessiter une supervision de la part des représentants des consommateurs, des agriculteurs, des ONG et des organismes publics.*
- Organiser des ventes de produits sûrs et durables, lors de fêtes locales, d'événements liés à la santé ou l'alimentation, ou dans le cadre de la Semaine verte.
- Étudier si des négociants ou des supermarchés seraient disposés à s'approvisionner régulièrement auprès de groupes d'agriculteurs utilisant des méthodes de production biologique, si vous pouvez convaincre davantage de consommateurs de les acheter.

Faire campagne auprès des chaînes d'approvisionnement et des gouvernements

Dans les pays où les consommateurs achètent une part importante de leurs aliments au supermarché, comme dans les villes de Chine, de Taïwan et de Thaïlande, les ONG environnementales travaillent avec des groupes de consommateurs pour réaliser des campagnes médiatiques visant à inciter les distributeurs à prendre des mesures sur les résidus dans l'alimentation et à s'approvisionner auprès d'exploitants qui utilisent des méthodes plus durables. Alors qu'en Europe et aux États-Unis, les ONG se concentrent souvent uniquement sur les risques pour le consommateur dans les campagnes médiatiques, leurs homologues des pays en développement soulignent également les bénéfices pour la santé des familles d'agriculteurs et les écosystèmes aquatiques lorsque les chaînes d'approvisionnement encouragent davantage d'exploitants à adopter des méthodes écologiques. Faire pression sur les organismes publics afin qu'ils encouragent les méthodes de production biologique et ainsi favoriser une alimentation plus saine est également un autre thème de campagne des ONG.

Les groupes de consommateurs peuvent trouver utile de s'associer avec des ONG ou des regroupements agricoles. En 2012, en Inde, plusieurs ONG ont créé l'[Alliance pour une agriculture durable et holistique](#) (ASHA) afin de faire pression en faveur d'une alimentation et de pratiques agricoles plus saines. Cette alliance a demandé au gouvernement d'investir dans la promotion de l'agriculture écologique, d'assurer l'accès à l'alimentation biologique en créant des magasins d'aliments sains et en utilisant les marchés publics, de proposer des aliments sans pesticides aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants, d'interdire les pesticides ayant des effets chroniques sur la santé et déjà interdits dans d'autres pays. La mobilisation en ligne et les actions sur Internet ont inclus des ventes d'aliments bio et sains dans les grandes villes, des campagnes d'information sur la manière de cultiver soi-même ses légumes en ville et une marche publique contre les pesticides. *Réalisations* : l'ASHA a discuté des résidus de pesticides et des problèmes chroniques de santé lors d'un débat télévisé. Des points de vente de produits biologiques ont été créés dans environ 600 villages.

Suggestions d'activités pour plaider en faveur d'un changement dans les politiques du gouvernement ou les chaînes d'approvisionnement

- Organiser pour les politiciens et les responsables publics des visites de terrain auprès des associations de producteurs utilisant des méthodes biologiques, leur faire goûter les produits et discuter des moyens de soutenir la production et la commercialisation de ceux-ci.
- Trouver des parlementaires favorables à cette cause pour poser des questions au gouvernement sur les résidus dans l'alimentation ou pour plaider en faveur d'une production alimentaire plus saine.
- Analyser les politiques proposées par le gouvernement en matière d'alimentation, d'agriculture, de développement rural, de santé ou d'environnement et identifier à quel endroit l'appui concret aux approches biologiques peut être incorporé.
- S'unir aux associations d'agriculteurs pour exiger des actions dans les programmes de promotion de l'agriculture afin d'encourager plus de producteurs à adopter des méthodes biologiques.
- Faire pression pour que les écoles, les hôpitaux et les cantines publiques s'approvisionnent au moins en partie auprès d'associations d'agriculteurs biologiques.
- Encourager les consommateurs à poser des questions aux distributeurs concernant l'utilisation de pesticides dans les aliments qu'ils vendent et à exiger des aliments plus sains, par exemple en remplissant des cartes postales-pétitions mises à disposition dans les supermarchés.
- Identifier quels pesticides très dangereux figurant sur la liste de PAN International sont utilisés dans l'agriculture et/ou sont présents sous forme de résidus dans l'alimentation et l'eau dans votre pays, les publier et demander aux autorités de donner la priorité aux méthodes de gestion des déprédateurs plus sûres.

Informations complémentaires

Liste des pesticides très dangereux de PAN International. Explique également l'initiative de la FAO et de l'OMS visant à réduire l'utilisation de ces pesticides et à les retirer progressivement, http://www.pan-germany.org/download/PAN_HHP-List_1101.pdf

Stop Pesticide Poisonings! New pesticide policies needed after decades of failure (Stop aux intoxications par les pesticides ! De nouvelles politiques sont nécessaires après des décennies d'échec), PAN Allemagne, 2011. Inclut un historique des outils de politique internationaux pour maîtriser l'utilisation des pesticides, http://www.pan-germany.org/download/Stop_Poisonings_110117_Final.pdf

Global Chemical Outlook : vers une gestion rationnelle des produits chimiques, rapport de synthèse à l'attention des décideurs, Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2012. Dernière évaluation des experts, qui souligne « l'intensification des produits chimiques » dans les pays en développement en particulier, notamment les pesticides, les produits chimiques utilisés dans les produits électroniques et industriels, et la nécessité d'agir en faveur de solutions plus sûres. Inclut des données utiles sur le coût économique des maladies liées aux pesticides en Afrique, www.unep.org/french/themes/chemicals/

Highly Hazardous Pesticides factsheet series (fiches sur les pesticides très dangereux, en anglais), PAN Asie-Pacifique, 2011. Fiches qui résument les dangers sanitaires et environnementaux de certains des pesticides les plus utilisés dans les pays en développement, <http://www.panap.net/en/p/page/pesticides-campaigns-hhps/185>

Pesticide food and drink poisoning in Africa (Contamination des aliments et des boissons en Afrique), Food & Fairness briefing n° 4, PAN Royaume-Uni, 2007. Document de quatre pages décrivant les cas d'intoxication au Sénégal, au Bénin, au Ghana et en Éthiopie.

Hidden costs of pesticide use in Africa (Les coûts cachés de l'utilisation des pesticides en Afrique), Food & Fairness briefing n° 2, Royaume-Uni, 2007. Document de quatre pages sur les coûts économiques des intoxications dans les pays africains.

Hazardous pesticides and health impacts in Africa (Pesticides dangereux et effets sur la santé en Afrique), Food & Fairness briefing n° 6, PAN Royaume-Uni, 2007. Document de quatre pages décrivant les cas d'intoxication issus des recherches menées par les partenaires de PAN au Sénégal, au Bénin, au Ghana et en Éthiopie, et soulignant que les femmes et les enfants vivant dans les fermes sont souvent affectés, ainsi que les personnes qui manipulent directement les pesticides.

Tous les documents ci-dessus sont disponibles sur <http://www.pan-uk.org/publications/food-fairness-briefings>

Smallholders and pesticide issues in fresh fruit and vegetable supply chains, with a focus on Senegal (Petits producteurs et problèmes de pesticides dans les chaînes d'approvisionnement des fruits et légumes, et étude de cas au Sénégal), Food & Fairness case study, PAN Royaume-Uni, 2008. Rapport de 27 pages décrivant les pratiques liées aux pesticides dangereux dans l'horticulture, les « normes à deux vitesses » dans la production destinée à l'exportation, afin de protéger les consommateurs européens, tandis que les consommateurs africains sont ignorés, <http://www.pan-uk.org/publications/food-fairness-case-studies>

Promoting organic and IPM markets in Senegal (Encourager l'agriculture biologique et intégrée au Sénégal), *Pesticides News* 79, pp. 10-11, 2008. Article issu des enquêtes réalisées par PAN Afrique auprès des consommateurs et des fournisseurs dans deux villes sénégalaises et soulignant à quel point les perceptions des consommateurs et des distributeurs limitent la demande d'aliments plus sains et les possibilités de faire évoluer la situation, <http://www.pan-uk.org/pestnews/Issue/pn79/pn79pp10-11.pdf>

Challenges for organic and IPM farmers in Senegal (Les défis des producteurs qui utilisent des méthodes de production biologique ou intégrée au Sénégal), *Pesticides News* 84, pp. 12-15, 2009. Article de PAN Afrique sur les expériences et obstacles des petits exploitants dans la culture et la commercialisation de légumes peu ou pas traités aux pesticides, http://www.pan-uk.org/pestnews/Free%20Articles/PN84_12-15.pdf

Ghana's Pesticide Crisis, The Need for Further Government Action (Crise des pesticides au Ghana, le gouvernement doit agir), Christian Aid et Northern Presbyterian Agricultural Services, 2012. Rapport sur le travail effectué avec les communautés agricoles dans le nord du Ghana, qui fait état d'une généralisation des intoxications et de la mauvaise santé, notamment des incidents dus aux aliments contaminés dans les foyers ruraux. Synthétise les études scientifiques portant sur les

niveaux de résidus dans les aliments au Ghana et les risques pour la santé, tout en expliquant ce qui doit changer dans les politiques publiques et les contrôles de pesticides, ainsi que la nécessité de promouvoir des méthodes agricoles plus sûres, <http://www.christianaid.org.uk/images/ghanas-pesticide-crisis.pdf> ; communiqué de presse : <http://www.christianaid.org.uk/pressoffice/pressreleases/april-2012/pesticide-misuse-major-threat-farmers-health-food-1904.aspx>

Rubrique Campañas de PAN Amérique latine (RAPAL). En espagnol seulement. Articles réguliers provenant de l'ensemble du continent sur les cas d'intoxication aux pesticides, le plaidoyer en faveur de contrôles plus stricts de la part du gouvernement et les campagnes citoyennes contre les opérations de pulvérisation à grande échelle qui affectent la santé des populations, <http://www.rap-al.org/>

Rociando Veneno (Pulvérisation de poison). Documentaire TV en espagnol réalisé avec PAN Chili, 2013. Inclut une discussion sur les risques pour la santé présentés par les résidus dans l'alimentation, http://www.rap-al.org/index.php?seccion=8&f=news_view.php&id=584

Affiches et dépliants de PAN Afrique sur les dangers des pesticides, PAN Afrique, différentes dates. Documents de sensibilisation aux risques de contamination alimentaire et d'intoxication dans les familles d'agriculteurs. Disponibles en français et en anglais : http://pan-afrique.org/index.php?option=com_content&task=view&id=81&Itemid=127